

# Calendrier des mobilisations

27 Octobre 2006 : Tous à Vienne (en Isère)

soutenons Jean-Emile Sanchez  
et la Confédération Paysanne !

**Continuer à lutter pour un droit au revenu pour toutes et tous**



Ainsi 13 paysans de la Confédération paysanne, qui avaient mené des actions symboliques en distribuant 2 000 euros de produits laitiers dans les quartiers défavorisés et demandé d'enlever de la vente des semences enrobées de Fipronil (qui venaient d'être interdites par le ministre Hervé Gaymard lui-même), ont été condamnés à des peines d'amende pour un total de 10 500 euros, plus les frais de justice et dommages et intérêts à Lactalis, soit 3 800 euros.

Même si le tribunal n'a pas suivi les réquisitions du procureur, ce dernier avait osé demander 8 mois de prison ferme à l'encontre de Jean-Emile Sanchez, alors porte-parole de la Confédération paysanne. L'acharnement des industries laitières perdure et, de nouveau, Jean-Emile se retrouve convoqué devant le Tribunal de Vienne (Isère), le 27 octobre 2006, pour

une action similaire à la société Danone à l'automne 2004 !

Le « Réseau de convergence des mouvements sociaux » sera présent, là et partout ailleurs, pour continuer à nous battre pour une société solidaire, une société où chacun, chacune a droit à un revenu, un toit, des droits pour vivre !

Signataires : Confédération paysanne, Construire un monde solidaire, RESF, Regarde à vue, Union syndicale Solidaires, SUD PTT, Sud Santé Sociaux, Sud ANPE, CCIPP, Culture et Liberté, No Vox, AC!, Euromarchés, CDSL, MNCP, FSU, ATMF, Droits Devant, IPAM, Réseau Sortir du nucléaire, Banlieues du monde 93, DAL, FNAB.

Quand la dérégulation des marchés de production alimentaire est orchestrée par nos gouvernants, aux ordres de l'OMC, des producteurs aux consommateurs, tout le monde trinque : 30 000 paysans et paysannes disparaissent chaque année et leur revenu a baissé de 28 % en 7 ans. Pendant ce temps, les prix à la consommation croissent et le revenu des actionnaires des firmes et des distributeurs continuent d'augmenter au détriment de l'emploi, de l'accès à la nourriture, de l'eau, du respect de l'environnement et de la santé.

Depuis quelques mois, dès que nous manifestons pour dénoncer ces dérives, les seules réponses sont la répression pour toutes les organisations qui osent agir.

Samedi 2 décembre 2006

« Contre le chômage et la précarisation de nos vies. Pour des droits nouveaux ! »

Comme chaque année, cette journée sera l'occasion de dénoncer l'arme du chômage qui nous divise et nous précarise, d'exiger la revalorisation des revenus et notamment des minima-sociaux le 1<sup>er</sup> janvier à hauteur du SMIC et plus généralement l'indemnisation décente de toutes les formes de chômage et de précarité.

Mais cette année, après la victoire contre le CPE, les enjeux sont plus importants. Le gouvernement poursuit, en effet et sans relâche, son projet libéral et prépare avec les « partenaires sociaux » des échéances comme « la conférence sur les revenus », la remise à plat de l'assurance chômage, le « dialogue » social, le financement de la protection sociale etc.

**Manifestation à l'appel d'AC!, APEIS, MNCP... soutenue par le Réseau de convergence des mouvements sociaux.**



## Appel au soutien financier

**Comme vous le savez les subventions aux associations se réduisent. En conséquence, nous avons encore plus besoin de votre aide que par le passé.**

**Avec l'APEIS et le MNCP, nous avons engagé une action en justice pour mettre en cause le décret de Borloo renforçant encore le croisement des fichiers sociaux et fiscaux et le contrôle des salariés lorsqu'ils sont au chômage ou en emploi précaire. Nous avons besoin de soutien pour financer la procédure.**

**Faites-nous parvenir vos dons à : AC!, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris.**

**Chèques à l'ordre de : Les amis d'AC!**



**Pour nous écrire:  
AC!  
21ter, rue Voltaire  
75011 Paris  
Téléphone: 01 42 63 15 33  
Mail : ac@ac.eu.org  
Site : www.ac.eu.org**

**coordonnées du collectif**



# Agir ensemble

## contre le chômage et la précarité

n° 1 - Nouvelle formule - automne 2006 - Prix libre

## Chiffres du chômage, inflation, pouvoir d'achat : l'arnaque !

« Le chômage au plus bas depuis 2002 »  
« L'amélioration continue de l'emploi bénéficie à toutes les catégories de salariés »

Ainsi titre en gros et gras *Le Monde* du 1<sup>er</sup> septembre 2006, imitant en cela la musique des médias de la veille. Par ailleurs l'inflation resterait dérisoire et le pouvoir d'achat progresserait même!

A lire et entendre toute cette propagande jusqu'à la nausée, on se demande jusqu'où ira le cynisme et l'autisme de celles et ceux qui gouvernent. Complètement oubliée leur défaite en plate couture du CPE. Il leur suffirait de dispenser quelques centaines d'euros par-ci par-là, de chasser les immigrés, de réprimer les mouvements sociaux pour retrouver la confiance du pays, remonter dans les sondages et continuer à nous prendre pour des demeurés.

Et pendant ce temps-là le Parti Socialiste est toujours en plein casting, la gauche anti-libérale recherche toujours une candidature unitaire et Le Pen se revoit à nouveau en 2002.

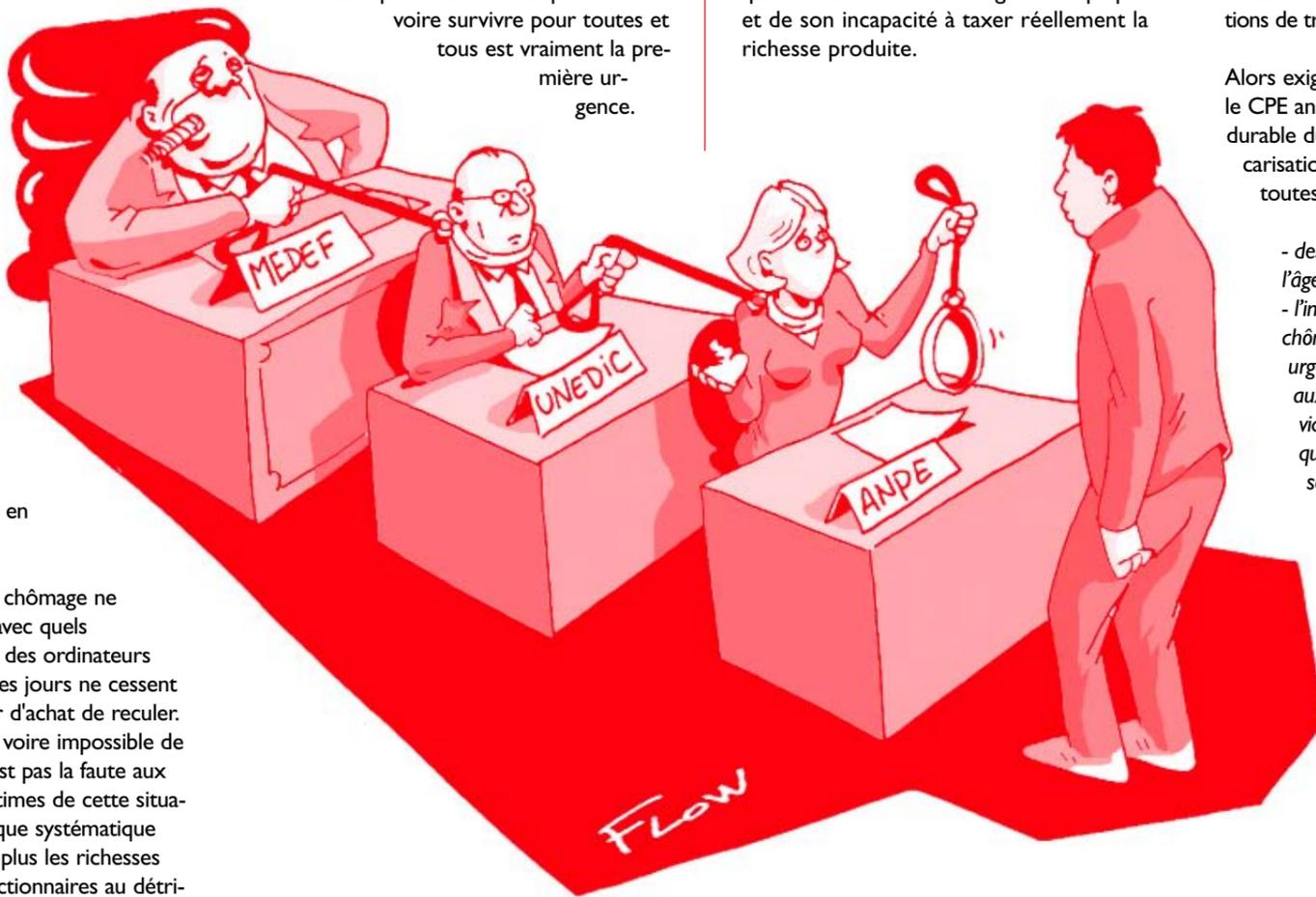
Arrêtons le cinéma ! Le chômage ne baisse qu'à la marge et avec quels emplois ? Même si ceux des ordinateurs baisse, les prix de tous les jours ne cessent de monter et le pouvoir d'achat de reculer. Il est de plus en plus difficile, voire impossible de se loger. Et tout cela n'est pas la faute aux immigrés, premières victimes de cette situation. Il s'agit d'une politique systématique qui accapare de plus en plus les richesses produites au profit de actionnaires au détri-

ment de l'immense majorité de la population salariée ou sans-emploi.

*Nous ne pouvons attendre 2007!*

Celles et ceux qui veulent avoir quelque crédibilité lors des prochaines échéances électorales doivent dès maintenant engager la bataille pour des revenus décents pour toutes et tous, pour la sécurisation des emplois, pour le partage des richesses, pour une réduction significative du temps de travail: pourquoi les gains de productivité ne profiteraient-ils qu'aux seuls actionnaires ?

Le rôle des syndicats et des associations de lutte est déterminant dès la rentrée : la bataille pour des revenus pour vivre voire survivre pour toutes et tous est vraiment la première urgence.



## Remise à plat de l'assurance chômage ? Première échéance : le 26 septembre !

Les salariés au chômage ou en poste, précaire ou pas, auront peu de raisons de regretter le dispositif actuel, sensé organiser le droit constitutionnel à un revenu de remplacement. Eclaté et instable, il est constitué :

- d'une part, par les allocations chômage (Assedic) financées par les cotisations sociales, gérée par les partenaires sociaux
- et de l'autre les minima sociaux (ASS, AI, RMI..)

Et pourtant chaque mois, ce dispositif laisse plus d'un tiers des chômeurs officiels sans aucun revenu individuel, à la merci de n'importe quel patron vorace.

Le pire échec de ce dispositif est son incapacité à protéger réellement contre la précarisation de l'emploi et la baisse des salaires d'embauche. Ses crises financières régulières ne sont que l'une des conséquences de son mode de gestion opaque et de son incapacité à taxer réellement la richesse produite.

Le mardi 26 septembre, syndicats dits représentatifs et patronat devraient simplement délibérer mais certains voudront conclure... Cette « réforme » est du domaine des « partenaires sociaux ». Le Medef et la Cfdt sont particulièrement soucieux de préserver leur indépendance par rapport à l'Etat et d'avancer rapidement et par eux-même sur la réforme globale qu'ils veulent nous imposer (contrat de travail, financement de la protection sociale...).

Les objectifs des employeurs sont connus : continuer à rogner notre part dans le partage des richesses en pesant encore sur le « coût du travail » comme ils disent. Le dispositif existant qui précarise plus qu'il ne sécurise, complété par les contrôles mensuels et les sanctions des chômeurs, contribue pour beaucoup à la baisse des salaires d'embauche, à l'allongement des temps de transports, à l'affaiblissement des résistances sur les conditions de travail...

Alors exigeons notre dû. La victoire contre le CPE annonçait peut-être un changement durable du rapport de force. Face à la précarisation, nous voulons maintenant pour toutes et tous :

- des garanties collectives quelque soit l'âge et la situation de la personne ;
- l'indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité avec en urgence la levée de l'interdiction du RMI aux jeunes de moins de 25 ans et l'individualisation des minima sociaux pour que ceux et celles vivant en couple ne soit plus sans rien ;
- un revenu individuel en aucun cas inférieur au SMIC mensuel, calculé à la journée quand il y a emploi précaire ;
- le libre choix de son emploi et de sa formation ;
- la présence des chômeurs et précaires partout où se décide leur sort.

**Préparons-nous pour ce premier rendez-vous du mardi 26 septembre.**



# Que faut-il penser de la sécurité sociale professionnelle ?

**Depuis** des années, soutenus par certains syndicats comme Solidaires et la CGT, les chômeurs se battent pour leurs droits : droit à l'emploi et droit au revenu, et réclament une indemnisation correcte de toutes les formes de chômage et de précarité. En effet l'assurance chômage ne couvre même pas la moitié des chômeurs, et les durées d'indemnisation ont été drastiquement écourtées. Les autres sont renvoyés au régime d'assistance qu'est le RMI, avec lequel on ne peut pas vivre, ou n'ont tout simplement rien.

Aussi les chômeurs sont-ils intéressés à savoir si ce que proposent les syndicats en matière de sécurisation de l'emploi et du revenu, notamment Solidaires sous le vocable de « nouveau statut du salarié », et la CGT sous le nom de « sécurité sociale professionnelle », peut répondre à leurs attentes. Ces propositions s'adressent-elles à tous, en emploi ou non ?

Pour le savoir, les associations de chômeurs et de précaires et de lutte contre le chômage et la précarité, AC!, APEIS,

MNCP, Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France, Génération Précaire (les stagiaires) et Stop Précarité ont créé en avril dernier un groupe de travail unitaire et invité les syndicats à présenter leurs propositions en matière de sécurité sociale ou économique face au chômage et à la précarité. Solidaires et la CGT ont déjà répondu à notre invitation et sont venus nous exposer leur projet. La CFTC nous rencontre le 13 septembre, et nous comptons inviter la CGC et FO. Par ailleurs, la Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France nous a rappelé les principes du « nouveau modèle » qu'elle propose pour indemniser correctement les intermittents du spectacle relevant des annexes 8 et 10 de l'UNEDIC, modèle qui pourrait être étendu à tous les précaires. Les propositions de la CGT et de Solidaires sont assez proches. Les deux organisations proposent de mettre en place un nouveau statut du salarié qui lui garantisserait en cas de perte d'emploi – ou de non emploi, ont-ils bien précisé – un statut professionnel avec progression de carrière, un revenu – en principe non inférieur au SMIC – et un droit à formation.

Ce statut et ce revenu seraient assurés par un fonds interprofessionnel, abondé par les cotisations sociales et par l'impôt, cogéré par les organisations syndicales – et de chômeurs selon nous –, le patronat – encore que cela reste en débat – et l'Etat. La distinction entre assurance (allocations Assedic) et assistance (minima sociaux) serait abolie.

Les associations de chômeurs et de précaires ont été intéressées par les propositions de la CGT et de Solidaires, mais posent comme condition que TOUS soient couverts par ce nouveau statut du salarié ou cette sécurité sociale professionnelle : salariés en emploi, chômeurs, primo-demandeurs d'emploi, personnes en formation, en apprentissage, etc... (y compris par exemple les salariés en temps partiel subi, ou salariés pauvres). Ce groupe de travail s'est imposé d'aboutir à des propositions au moment où va s'engager la négociation syndicats-patronat sur la remise à plat de l'assurance-chômage fin septembre.

**Evelyne PERRIN**  
(AC !, Stop Précarité)

## Journées d'été 2006 !



tes environnantes. Déjà des vacances dans un ambiance chaleureuse et conviviale.

Et comme d'habitude un programme plutôt chargé qui ne nous laissa guère profiter de la plage... Moins pressés par l'actualité, les journées d'été nous permettent en effet d'aborder des thématiques en prenant le temps de l'information, voire de la formation avant la discussion. Il est impossible en quelques lignes de synthétiser la richesse des interventions. Des compte-rendus plus exhaustifs viendront par la suite.

Un premier pôle de discussion porta sur les actions juridiques et les luttes sociales. Nicolas Rouly fit part de son expérience d'avocat, notamment en matière de défense des sans-papiers, pour poser les termes des débats concernant les luttes de désobéissance civile en cours. Jusqu'où peut-on aller trop loin pour être efficace contre l'inacceptable ? Comment lutter contre la pénalisation des mouvements sociaux ? Comment la lutte juridique s'insère dans la mobilisation sociale ? Autant de questions de plus en plus actuelles. De quoi bien préparer la réunion « insurrection des consciences » le 14 septembre à Paris. Avec le film en avant-première de Pierre Carles, *Volens rien foutre al País*, et l'intervention de J.P. Tertrais, « Du développement à la décroissance », nous étions en immersion complète pour ce qui concerne les alternatives concrètes au modèle de société invivable que nous impose la logique du capitalisme.

Ensuite une grande partie du temps fût

consacrée à nos luttes, comment elles furent vécues localement, notamment lors du CPE, avec la participation de Sud Etudiant, d'Attac, du DAL, de RESF... Pour ce qui nous concerne plus directement, Anne Bérard du SNU introduisit le débat sur le contrôle des chômeurs, les radiations, le rôle du service public de l'emploi.

Moment fort également avec l'intervention de Bénédicte Madelin (responsable de la politique de la ville dans le 93) sur les statistiques de la misère, la révolte des banlieues, les lois sécuritaires etc...

La dimension internationale fût marquée par les films du collectif local de soutien au Mouvement zapatiste et par les bilans de notre participation aux forums de Bamako et d'Athènes avec les Euromarchés et les No Vox ainsi qu'au sommet alternatif UE-Amérique latine de Vienne. Un point d'info a été fait sur la perspective de marches en Europe en mai/juin 2007 à l'occasion du G8 d'Heiligendamm, près de Rostock au nord de l'Allemagne.

Enfin la coordination du dimanche matin permit de jeter les bases du calendrier de la rentrée.

**Une** vraie réussite. Merci encore au Collectif du Havre d'avoir réussi le tour de force d'organiser ces journées. Nous nous y étions pris un peu tardivement et cela a probablement un peu limité la participation des collectifs les plus éloignés. Pour autant plus d'une cinquantaine de membres d'AC! purent profiter de ces journées dans le cadre magnifique du camping de la forêt de Montgeon sous un soleil éclatant et l'air frais de la côte d'Albâtre. Débats pertinents, bonne bouffe, soirées grillades arrosées d'un petit bordeaux à des prix imbattables: la tradition d'AC! a été respectée. Le concert des Gipsy Pigs le samedi soir déchaîna même l'enthousiasme des ten-



## Transports gratuits

### Première étape en Ile de France.

Le 30 juin 2006, la majorité de gauche du conseil régional a enfin voté pour la gratuité des transports sur la totalité de la région pour les Rmistes et leurs ayants droits et 75 % de réduction pour tous les détenteurs de minimas sociaux, sauf les bénéficiaires de l'AAH (Allocation Adultes Handicapés) qui bénéficient d'autres aides. Ce n'est pas encore la gratuité de la carte orange pour tous les chômeurs et précaires comme nous le demandons mais c'est une première étape à mon avis importante.

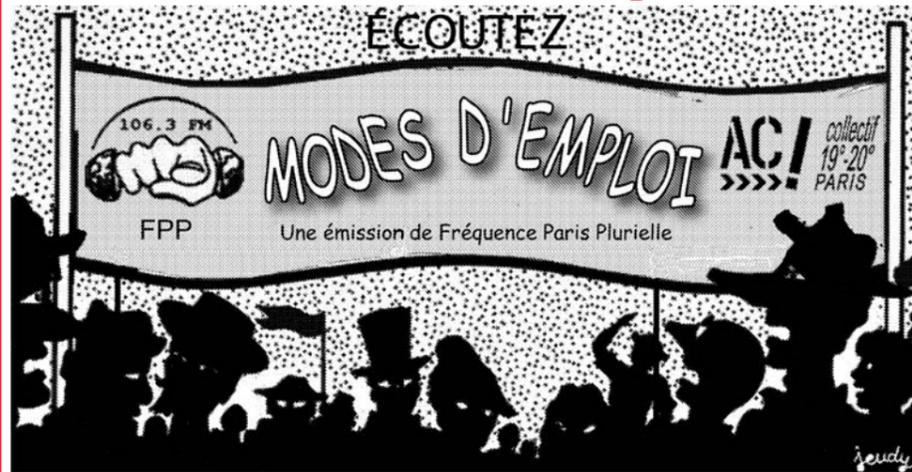
Chômeurs et précaires doivent pouvoir se déplacer pour chercher du travail bien sûr, mais aussi pour maintenir les liens familiaux... pour les loisirs... La loi SRU a durci contrôles et sanction jusqu'à la prison ferme en cas de « récidive ». En Ile de France, en 2004, à cause de la pression constante exercée depuis des années par les organisations de chômeurs et précaires, les deux listes qui constituent la majorité du conseil régional avaient pris l'engagement de la gratuité des transports pour les chômeurs.

Il faut reconnaître que c'est la détermination, sans faille, du groupe Communistes, Alternative Citoyenne et Républicain, rejoint par les Verts, qui, appuyé par les associations et certaines organisations syndicales, a permis de franchir cette première étape. Et à mon avis, ce n'est pas un hasard : nous sommes deux élus venant de l'APEIS (Malika Zédiri) et de AC ! (Claire Villiers) qui savaient à quel point cette gratuité est vitale pour des centaines de milliers de gens ! Il faut aller plus loin : gratuité pour tous les chômeurs et précaires !

Mais ne faudrait-il pas finalement que les transports soient considérés comme tellement vitaux, qu'ils soient gratuits pour tout le monde ? La Charte antilibérale des collectifs du 29 mai le préconise. Affaire à suivre !

Claire Villiers

<www.modes-d-emploi.net>



Le site de l'émission diffusée en direct le vendredi à 20 h 30 sur Fréquence Paris Plurielle - 106.3 FM et <www.rfpp.net>

## Banlieues, chômage, précarité

Il y a un an éclataient les émeutes des banlieues. Déclenchées par la mort de deux adolescents poursuivis par la police et qui s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF, ces émeutes ont été une formidable révolte des jeunes des banlieues contre la stigmatisation – traités qu'ils étaient depuis des mois de « racaille » à « karchériser » au plus haut niveau de l'Etat, l'absence d'avenir – le chômage atteint 20, 30, 40 % dans les quartiers –, les discriminations sur le marché du travail, le harcèlement policier...

La classe politique, gauche y compris, a été incapable de saisir le message des

émeutiers et de les rencontrer à cette occasion. Elle n'a pas demandé l'amnistie des jeunes, condamnés en masse et à des peines disproportionnées par rapport aux actes commis (la justice avait pour ordre d'être exceptionnellement sévère). Quant au gouvernement, sa réponse, la loi dite d'« égalité des chances », a instauré l'apprentissage dès 14 ans, le travail de nuit dès 15 ans, et il propose de supprimer les allocations familiales des parents des jeunes indisciplinés !

Aujourd'hui, le chômage et la précarité touchent tout le monde, tous les salariés et tous les jeunes, mais ils sont particulièrement aggravés dans les quartiers populaires et pour les jeunes dits « issus de l'immigration » (même si leurs parents étaient français eux-mêmes...). Quant au traitement de ces quartiers à forte concentration de descendants d'immigrés, il est de moins en moins social et de plus en plus sécuritaire. Et ce ne sont pas les mesurettettes annoncées par Villepin à l'approche des élections qui vont relever le défi.

La gauche antilibérale, le mouvement des chômeurs et des précaires dans toutes ses composantes, doivent se battre aux côtés des organisations créées par les habitants des quartiers et refuser toute stigmatisation au nom du « communautarisme » qui sert d'alibi suprême. Chômeurs, précaires, notre combat est le même, avec des spécificités particulières pour chaque catégorie (femmes, immigrés ou issus de l'immigration, seniors...etc), et notre ennemi est le même. Imposons une autre société.



Autocollant du collectif AC! Pays basque.

## Echo des collectifs

### La rentrée d'AC! dans le Nord Pas de Calais

Les chômeurs du Nord Pas de Calais, organisés régionalement avec AC!, continuent leurs initiatives de rentrée.

Le 31 Août ils manifestaient devant l'ANPE de Lille Bleuets, leur dénonciation des chiffres du chômage : la précarité touche de plus en plus de personnes et, en privé, de plus en plus de responsables l'avouent. La hausse des prix (gaz, essence, EDF, loyers, fruits et légumes...) touche avant tout les personnes ayant les revenus les plus bas. AC! tenait le 2 et 3 Septembre un stand très connu à la braderie de Lille. Pendant 2 jours les militants (venus de Lille mais aussi Armentières, Oignies, Arras) ont informé la population et interpellé les élus, réclamé des mesures pour l'emploi, le revenu, dénoncé les logements insalubres (alors que des personnes sont mortes brûlées dans l'incendie de leur immeuble vétuste à Roubaix fin Août), fait signer des pétitions contre la chasse aux chômeurs et contre les radiations abusives. Des centaines de personnes se sont arrêtées au stand. Le 7 Septembre une délégation d'AC! Nord Pas de Calais va rencontrer le Conseil Régional et le 8 Septembre des militants d'AC! vont interpellé les responsables du Parti Socialiste réunis pour leur Université de rentrée dans le Nord puis le 16 dans le Pas de Calais. La période électorale sera pour AC! une occasion de poser aux politiques les véritables questions sur l'emploi, le revenu et les conditions des chômeurs et précaires.

### AC 32! Les dossiers des précaires.

AC! existe depuis 10 ans dans le Gers et le moins que l'on puisse dire c'est que les problèmes de précarité et d'exclusion sont de plus en plus criants.

Le 17 juin AC 32 avait décidé de porter en manifestation à la préfecture d'Auch des dossiers de salariés, chômeurs, de précaires qui ne peuvent régler des factures ponctuelles et/ou qui ont un endettement important. Car comment peut-on payer ce qui fait le quotidien des exclus et précaires lorsqu'on touche comme minima social 230 ou 600 euros ou même un salaire de 1 000 euros ?

Ce jour-là les manifestants, révoltés par le refus de la préfecture de les recevoir, décident de bloquer la circulation du centre ville. Un automobiliste a voulu forcer le barrage et s'en est pris violemment à Alain Darré et à un autre copain qui se trouvaient sur la place. La police prit en compte immédiatement la plainte de l'automobiliste mais il a fallu insister pour qu'elle prenne celle d'Alain... Alain devait comparaître au mois d'août. Cette comparution est reportée...

AC! 32 a été soutenu dans cette lutte par la CNT, SUD, Confédération paysanne, les Alternatifs, Alternative libertaire.

## Luttes pour les droits des migrants et solidarité active avec les sans papiers

Dix ans après l'expulsion des sans papiers de l'église Saint-Bernard, en plein été, la police sarkozienne expulse brutalement 1 000 personnes qui occupaient paisiblement un immense bâtiment désaffecté du CROUS à Cachan, et les laisse sur le trottoir. Ceci intervient dans un contexte où depuis des mois, Sarkozy a ouvert la chasse aux sans papiers, avec des rafles systématiques dans les quartiers de nos villes et jusque dans les écoles, après avoir fait passer un loi sur l'immigration qui rend quasiment impossible toute régularisation des sans papiers même présents depuis dix ans sur le territoire français. Tous les migrants sont aujourd'hui l'objet d'une traque généralisée et d'une criminalisation : tabassages, violences policières, notamment à Sangatte-Calais. Sarkozy veut en faire des boucs émissaires et un enjeu de la campagne électorale de la droite la plus réactionnaire.

Face à cette stratégie basement électora-

liste destinée à capter les voix des électeurs du FN, une réaction populaire très large s'est développée, dépassant largement les cercles militants habituels, pour soutenir les familles des enfants scolarisés, autour du réseau RESF (Réseau Education Sans Frontières). La mobilisation est plus forte que jamais dès la rentrée scolaire, Sarkozy ayant annoncé d'emblée qu'il ne régulariserait que 6 000 familles sur les plus de 20 000 ayant déposé un dossier. Les rejetés sont fichés et deviennent la cible facile des expulsions et déportations, certains risquant la mort dans leur pays d'origine.

Aussi AC! participe aux mobilisations pour amplifier la lutte afin d'obtenir la régularisation de tous les sans papiers. Les plus précaires des précaires, ils participent à la richesse du pays et doivent y avoir une place entière avec tous les droits sociaux et politiques afférents.

RESF : [www.educationsansfrontieres.org](http://www.educationsansfrontieres.org)

